



2^e trimestre 2016 : la conjoncture bretonne reste bien orientée

La reprise de l'emploi, amorcée à la fin de l'année 2015, se poursuit. L'emploi salarié marchand progresse de 0,4 % au 2^e trimestre 2016. Les services marchands hors intérim et le commerce restent particulièrement dynamiques. En dehors de l'intérim, les évolutions sont à nouveau plus favorables dans la région qu'au niveau national. Cependant, l'éclaircie du trimestre précédent dans la construction ne se confirme pas et l'intérim s'inscrit à nouveau en baisse.

Le taux de chômage de la région diminue de 0,2 point et se situe à 8,6 %. La Bretagne reste toujours parmi les régions ayant le plus faible taux de chômage. Le nombre de demandeurs d'emploi est également en baisse au cours du deuxième trimestre.

La reprise dans la construction de logements se poursuit, même si la progression ralentit pour les logements autorisés. Les créations d'entreprises sont à nouveau en hausse, mais les défaillances sont un peu plus nombreuses qu'au trimestre précédent. Enfin, la fréquentation touristique souffre du déficit d'ensoleillement au 2^e trimestre. Les touristes étrangers ont été moins nombreux en Bretagne.

Hervé Bovi, Insee

Rédaction achevée le 12 octobre 2016

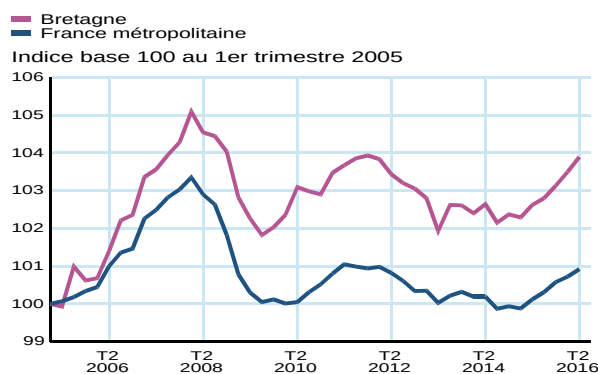
L'emploi poursuit son redressement

En France métropolitaine, la reprise de l'emploi salarié se poursuit dans les secteurs principalement marchands, avec une hausse de 0,2 % au 2^e trimestre 2016 (*figure 1*). En Bretagne, l'emploi salarié progresse un peu plus. Sa hausse est de 0,4 %. Cela correspond à 2 700 créations d'emplois. Dans la région, les services marchands évoluent toujours favorablement, tout comme le commerce. Alors que l'emploi

progresse également dans l'industrie, il se replie dans la construction et ne confirme pas la hausse enregistrée au 1^{er} trimestre.

Dans les **services marchands hors intérim**, l'emploi salarié s'inscrit toujours en hausse. Il augmente de 0,8 % au 2^e trimestre 2016. Le secteur gagne ainsi plus de 2 300 emplois par rapport au trimestre précédent (*figure 2*). En un an, le secteur comptabilise plus de 5 800 emplois supplémentaires.

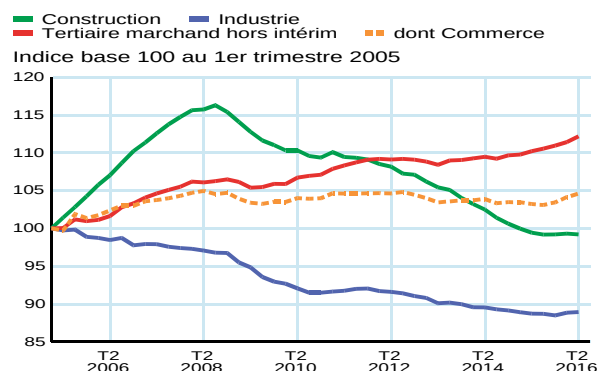
1 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emploi.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

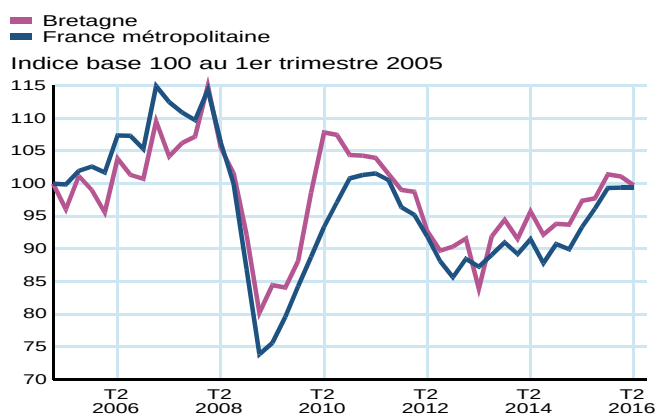
Note : les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emploi.

L'emploi salarié croît dans tous les secteurs des services. C'est le cas en particulier dans les services aux ménages - ils gagnent plus de 800 emplois par rapport au 1^{er} trimestre (+2,2 %) - et dans le secteur des transports et de l'entreposage dans lesquels l'emploi progresse de 1,4 %. Dans ce dernier secteur, la progression s'explique notamment par le changement de secteur d'activité de deux établissements du groupe Système U. Ces établissements sont reclassés du commerce vers la logistique. Cela engendre un transfert de 380 emplois. Dans les services aux entreprises (hors intérim), l'emploi progresse de 0,3 % au 2^e trimestre 2016. 320 emplois sont ainsi créés. Le secteur de l'information et de la communication et celui de l'hébergement et de la restauration voient leur emploi salarié augmenter respectivement de 0,6 % et 0,3 %, créant chacun plus d'une centaine d'emplois au 2^e trimestre 2016. L'emploi salarié dans les activités immobilières et les activités financières et d'assurance progresse également (respectivement +0,4 % et +0,3 %). L'emploi salarié dans les services marchands hors intérim augmente plus rapidement qu'au niveau national (+0,4 %).

S'agissant plus précisément du **commerce**, il contribue aussi à la hausse de l'emploi salarié au 2^e trimestre 2016. Malgré le changement d'activité de deux gros établissements vers les services marchands (*cf supra*), il génère 660 emplois supplémentaires. La hausse de l'emploi dans ce secteur s'établit ainsi à 0,4 %, à un rythme proche de celui enregistré pour l'ensemble de la France métropolitaine (+0,3 %).

L'**emploi intérimaire** repart lui aussi à la baisse, perdant 430 emplois (*figure 3*). L'intérim recule ainsi de 1,3 % au 2^e trimestre 2016, il reste malgré tout en hausse de 2,5 % sur un an. En France métropolitaine, l'intérim est stable.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi.

L'emploi dans l'**industrie**, hors intérim, reste orienté à la hausse au 2^e trimestre 2016. Cette hausse est cependant limitée (+0,1 %). Le secteur gagne ainsi 140 emplois par rapport au trimestre précédent et 400 emplois sur un an (+0,2 %). L'agroalimentaire est le principal moteur de cette hausse. Il y a eu 150 créations d'emploi (+0,2 %) dans ce secteur au 2^e trimestre 2016. Le secteur de la fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques et de la fabrication de machines voit ses emplois progresser de 0,4 %, ceux des industries extractives et du raffinage s'accroissent de 0,5 %. A contrario, l'emploi salarié recule dans les secteurs de la fabrication de matériel de transport (-1,0 %) et de celle d'autres produits industriels (-0,1 %). Cela correspond respectivement à 100 et à 50 emplois détruits. En France métropolitaine, l'emploi industriel se contracte de 0,3 %.

Par ailleurs, l'industrie a moins fait appel à l'intérim au 2^e trimestre 2016. Ses besoins en main-d'œuvre intérimaire diminuent de

8,5 %, soit 290 emplois. Une fois intégré l'intérim, l'emploi industriel se replie de 0,1 %. Le secteur agroalimentaire est particulièrement touché par ce phénomène : il perd 600 emplois (-0,8 %) si on intègre les emplois intérimaires.

Après le léger rebond du 1^{er} trimestre, la **construction** renoue avec sa tendance baissière. L'emploi salarié y diminue de 0,1 %, le secteur perdant 60 emplois au 2^e trimestre 2016. La prise en compte de l'intérim ne modifie pas cette évolution. Sur l'ensemble de la France métropolitaine, la contraction de l'emploi dans la construction est légèrement plus forte (-0,2 %).

L'emploi salarié croît dans tous les départements bretons, à l'exception des Côtes-d'Armor. La hausse est assez marquée en Ille-et-Vilaine (+0,8 % au 2^e trimestre 2016, soit +2 020 emplois) et dans le Morbihan (+0,4 % soit +540 emplois). L'emploi progresse également dans le Finistère. Cette croissance est cependant plus modérée (+0,1 % soit +260 emplois). Les Côtes-d'Armor perdent 130 emplois au 2^e trimestre 2016. Au trimestre précédent, l'emploi costarmoricaïn s'était stabilisé.

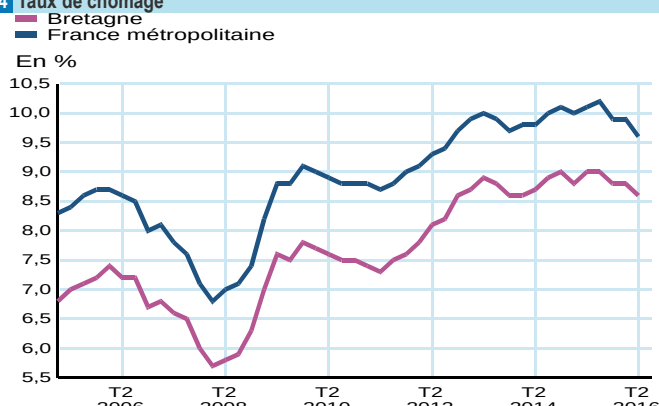
En Ille-et-Vilaine, l'emploi progresse dans tous les secteurs, en dehors de la construction (-0,3 % soit -70 emplois). Les emplois créés dans les services marchands hors intérim (+1 270, soit +1 %) représentent plus de 60 % de la croissance de l'emploi salarié du département. Le commerce progresse également fortement, gagnant 430 emplois (+0,9 %). C'est aussi vrai, mais dans une moindre mesure, pour l'industrie (+0,5 % soit 300 emplois). Quant à l'emploi intérimaire, il progresse de 0,8 %.

Dans le Morbihan, les services marchands hors intérim créent 360 emplois (+0,7 %), notamment dans le commerce (+0,8 % soit 260 emplois). Ils contribuent ainsi à plus de la moitié des créations d'emplois dans le département. Tandis que la construction gagne 70 emplois (+0,4 %), l'emploi industriel est quasiment stable. De son côté, l'emploi intérimaire se contracte de 1,9 %.

Dans le Finistère, le commerce gagne 230 emplois (+0,6 %). Plus largement, les services marchands hors intérim progressent de 0,6 % également, créant 470 emplois. À l'inverse, l'emploi industriel recule de 0,7 %. Cela correspond à 300 emplois détruits dont 150 dans l'agroalimentaire. C'est aussi le cas dans le secteur de la construction, avec une baisse de 50 emplois (-0,3 %). Quant à l'emploi intérimaire, il se contracte de 1,3 %.

Enfin, dans les Côtes-d'Armor, la baisse de l'intérim (-5,2 %, soit 300 emplois perdus) pèse à nouveau sur l'évolution de l'emploi salarié au 2^e trimestre 2016. Hors intérim, les services marchands créent 290 emplois (+0,7 %). Cela résulte pour partie du transfert de deux établissements de Système U en provenance du commerce. Ce transfert joue aussi sur le commerce. Dans ce secteur, 260 emplois sont détruits (-1,1 %). De son côté, l'emploi salarié dans la construction se contracte de 0,1 %. Cela correspond cependant à un faible nombre d'emplois détruits (une dizaine).

4 Taux de chômage



Note : les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage localisé (Bretagne), et au sens du BIT (France métropolitaine).

Le taux de chômage recule

Au 2^e trimestre 2016, le taux de chômage en Bretagne diminue de 0,2 point. Il s'établit à 8,6 % de la population active (figure 4). Sur l'ensemble de la France métropolitaine, le taux de chômage baisse de 0,3 point pour s'établir à 9,6 % à la fin du 2^e trimestre. La Bretagne figure au 3^e rang des régions françaises ayant le plus faible taux de chômage, derrière les Pays de la Loire (8,4 %) et l'Île-de-France (8,5 %). Elle est au même rang que la région Auvergne – Rhône-Alpes.

Ce trimestre, le taux de chômage diminue dans tous les départements bretons. Il décroît de 0,2 point dans les Côtes-d'Armor et de 0,3 point ailleurs. Le taux de chômage s'établit ainsi à 9,1 % dans le Morbihan, à 8,9 % dans le Finistère et dans les Côtes-d'Armor et à 7,7 % en Ile-et-Vilaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue également

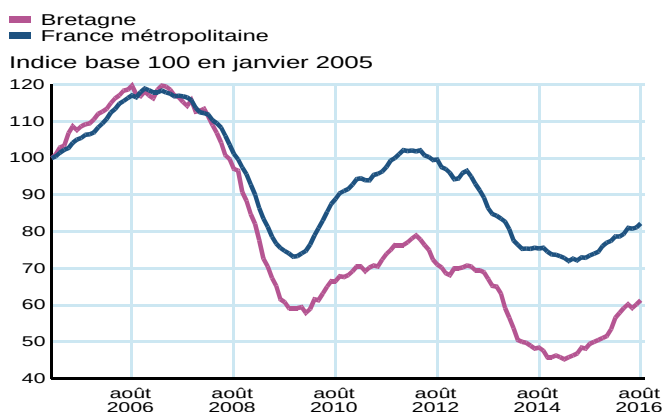
En Bretagne, fin juin 2016, 260 610 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en catégories A, B ou C, soit 0,6 % de moins qu'à la fin du mois de mars. La baisse régionale est plus forte que celle observée en France métropolitaine (-0,4 %). Sur un an, la progression du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B ou C ralentit nettement. Elle atteint 1,5 % au niveau régional et 0,9 % au niveau national contre respectivement 6,5 % et 5,0 % au 4^e trimestre 2015.

Les personnes âgées de 25 à 49 ans contribuent le plus au recul du nombre de demandeurs d'emploi total. Pour cette classe d'âge, le nombre de demandeurs d'emploi diminue en effet de 1,0 % au 2^e trimestre 2016. Il est également en baisse chez les moins de 25 ans (-0,6 %), alors qu'il continue de progresser chez les 50 ans ou plus (+0,4 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus est en hausse de 5,9 % sur un an.

Le nombre de chômeurs de longue durée diminue de 1,8 % entre fin mars et fin juin 2016. Il reste malgré tout en hausse de 5,7 % par rapport à fin juin 2015.

Au niveau infrarégional, au 2^e trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B ou C diminue dans tous les départements bretons. La baisse est particulièrement importante dans les Côtes-d'Armor (-1,2 %). Elle est plus limitée dans le Finistère et dans le Morbihan (-0,7 % et -0,6 % respectivement). Elle est faible en Ile-et-Vilaine où elle n'atteint que 0,3 %. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi progresse malgré tout dans les 4 départements, avec une hausse comprise entre 0,8 % pour les Côtes-d'Armor et 1,8 % pour l'Ile-et-Vilaine.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2.

Le rebond se poursuit dans la construction de logements

Le rebond observé les trimestres précédents dans la construction de logements se poursuit au 2^e trimestre 2016. Les logements autorisés sont à nouveau en hausse avec une augmentation proche du niveau national. Le nombre de logements commencés croît également, davantage que sur l'ensemble de la France métropolitaine.

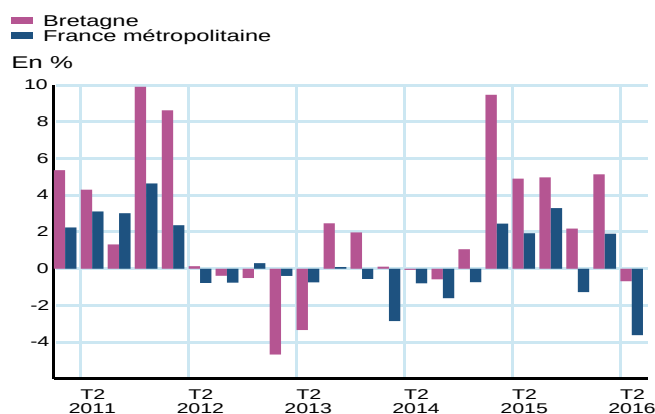
En cumul sur 12 mois, de juillet 2015 à juin 2016, 22 500 logements ont été autorisés en Bretagne, soit une hausse de 2,3 % sur un trimestre et de 22,7 % sur un an (figure 5). La situation est hétérogène selon les départements. Alors que le nombre de logements autorisés progresse de 10,8 % dans le Finistère et de 9,7 % dans les Côtes-d'Armor, il diminue de 0,3 % en Ile-et-Vilaine et de 3,4 % dans le Morbihan. Néanmoins, la situation est nettement plus favorable qu'un an auparavant dans tous les départements bretons : le nombre de logements autorisés sur 12 mois affiche une progression variant de 8,2 % dans le Finistère à 40,0 % en Ile-et-Vilaine. En France métropolitaine, l'augmentation est légèrement plus forte par rapport au 1^{er} trimestre 2016, avec +2,8 %. Le nombre de logements autorisés croît de 10,7 % sur un an.

Sur la même période (de juillet 2015 à juin 2016), on compte 20 200 logements commencés en Bretagne, soit une hausse de 4,0 % sur un trimestre et de 10,9 % sur un an. Les mises en chantier s'avèrent dynamiques dans tous les départements de la région, à l'exception du Finistère où la croissance est plus faible (+0,8 %). En moyenne nationale, le nombre de logements commencés augmente de 3,1 % sur le trimestre et de 7,5 % sur l'année. En Bretagne, avec 2,9 millions de m², le cumul annuel de surfaces de locaux autorisés diminue de 4,7 % sur un trimestre. En France métropolitaine, il augmente de 0,5 %. La superficie de locaux commencés repart quant à elle à la hausse au 2^e trimestre 2016 en Bretagne, avec 2,1 millions de m², en progression de 7 % sur un trimestre (+2,2 % en France).

Les touristes étrangers et le déficit d'ensoleillement pèsent sur l'activité touristique

Au 2^e trimestre 2016, les hôtels bretons enregistrent 1 070 060 nuitées. Le nombre de nuitées est en baisse de 0,7 % par rapport au 2^e trimestre 2015 (figure 6). Chaque mois du trimestre, la fréquentation des hôtels s'est avérée légèrement plus faible qu'un an auparavant. La légère hausse (+0,2 %) du nombre de nuitées de touristes français n'a pas suffi à compenser la forte baisse du nombre de nuitées des touristes étrangers (-5,4 %), en particulier en avril et en juin. Au niveau national, le nombre de nuitées diminue de 3,6 % par rapport au 2^e trimestre 2015.

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données mensuelles brutes.

Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.

Sources : Insee ; direction du tourisme ; partenaires régionaux.

Le début de saison 2016 des campings bretons est difficile. Cela résulte pour une large part du déficit d'ensoleillement, notamment au mois de juin. En cumulé sur les mois de mai et juin 2016, les campings de la région enregistrent 1 444 870 nuitées. Ce nombre de nuitées est en baisse de 17,4 % par rapport aux mêmes mois de l'année précédente. La contraction est particulièrement forte pour les touristes étrangers (- 23,0 %), mais également importante pour les touristes français (- 15,5 %). Sur l'ensemble de la France métropolitaine, le nombre de nuitées dans les campings diminue plus faiblement (- 7,8 %).

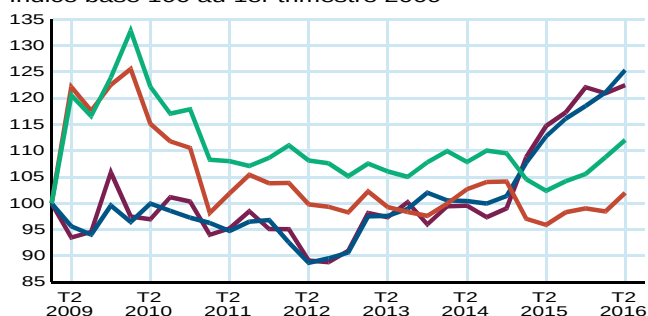
Les créations continuent d'augmenter, mais la baisse des défaillances subit un coup d'arrêt

Au 2^e trimestre 2016, 4 857 entreprises ont été créées en Bretagne. Les créations enregistrent donc une quatrième hausse consécutive, de 3,6 % par rapport au 1^{er} trimestre. Elles augmentent ainsi de 6,3 % sur un an (figure 7). En France métropolitaine, le nombre de créations progresse de 3,0 % sur un trimestre et de 9,4 % sur un an. Les micro-entreprises représentent environ 41 % des entreprises

7 Créations d'entreprises

■ Bretagne hors micro-entr.
■ France métr. hors micro-entr.
■ Bretagne y/c micro-entr.
■ France métr. y/c micro-entr.

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2009



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime de micro-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Contexte national : en France, l'activité a calé au printemps

L'économie française a calé au deuxième trimestre (- 0,1 % après + 0,7 %), ralentissant plus fortement que prévu en juin, avec notamment un repli des dépenses de services et des exportations anémiques. En revanche, l'emploi marchand a continué de progresser solidement (+ 30 000) et le taux de chômage a reculé de 0,3 point à 9,9 %. Au second semestre, la hausse des exportations progresserait plus en phase avec la demande adressée, et la production manufacturière rebondirait, notamment dans les branches affectées par les grèves au printemps. Au total, en 2016, la croissance s'élèverait à + 1,3 %, un rythme comparable à celui de 2015 (+ 1,2 %). L'emploi total progresserait de 165 000, et le taux de chômage baisserait encore un peu, à 9,8 % en fin d'année.

créées au 2^e trimestre 2016. Pour ce type d'entreprises, les créations augmentent de 7,1 %. Hors micro-entrepreneurs, le nombre de créations (2 867) croît plus modérément, de 1,3 % par rapport au 1^{er} trimestre. Cela correspond toutefois à une hausse de 6,7 % sur un an. En France métropolitaine, les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont en hausse de 3,5 % sur un trimestre et de 11,2 % sur un an.

Entre juillet 2015 et juin 2016, 2 477 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne. Par rapport au trimestre précédent, ce nombre est en hausse de 0,3 %. Sur l'ensemble de la France métropolitaine, les défaillances d'entreprises sont stables. La situation est cependant contrastée entre les départements bretons. Alors que le nombre de défaillances est en hausse respectivement de 2,6 % et de 2 % dans le Finistère et en Ille-et-Vilaine, il poursuit sa baisse dans le Morbihan (- 1,3 %) et dans les Côtes-d'Armor (- 2,9 %). Sur un an, le nombre de défaillances diminue néanmoins nettement dans tous les départements de la région. Il est ainsi en baisse de 7,8 % en Bretagne par rapport au 2^e trimestre 2015. Au niveau national, la contraction est moins marquée sur la même période (- 3,5 %).

Avertissement : l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Contexte international : la conjoncture européenne résiste aux incertitudes politiques

L'activité dans les économies avancées a déçu au deuxième trimestre 2016, notamment aux États-Unis, et le commerce mondial n'a que faiblement rebondi. Dans la zone euro, la croissance est restée solide, notamment en Allemagne et en Espagne. Au second semestre, le climat des affaires se redresse timidement dans les économies émergentes et l'activité reprendrait un peu d'élan. De même l'activité américaine accélérerait à la faveur d'une reprise de l'investissement productif. En revanche, le vote pro-Brexit provoquerait un net ralentissement de l'activité outre-Manche via celui des dépenses d'investissements. Dans la zone euro, malgré la hausse des incertitudes politiques cet été, le climat des affaires résiste et l'activité progresserait de nouveau solidement. Principalement, la consommation privée resterait portée par un emploi et des salaires dynamiques, notamment en Allemagne, alors que l'inflation resterait contenue.

Insee Bretagne
36 place du Colombier - CS 94439
35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :
Olivier Biau

Rédacteur en chef :
Jean-Marc Lardoux

ISSN : 2416 - 9110

@Insee 2016

Pour en savoir plus

- Au deuxième trimestre 2016, le pouvoir d'achat des ménages s'accroît faiblement et le taux de marge des sociétés non financières diminue / Insee - Dans : *Tableau de bord de la conjoncture* (2016, septembre)
- Note de conjoncture : La conjoncture européenne résiste aux incertitudes politiques / Insee Conjoncture (2016, octobre)
- La hausse de l'emploi se poursuit au deuxième trimestre 2016 / Insee - Dans : *Informations rapides - Emploi salarié* ; n°233 (2016, septembre) - 2 p.
- 1^{er} trimestre 2016 : la reprise se confirme / Hervé Bovi ; Insee Bretagne - Dans : *Insee Conjoncture Bretagne* ; n°11 (2016, juillet) - 4 p.

